

Préavis de grève 17 octobre 2017

(début de l'examen du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale)

ATTAQUE EN REGLE CONTRE L'AUDIOVISUEL PUBLIC

**80 millions en moins c'est le projet de la loi de finance pour
l'audiovisuel Public.**

Moins 50 Millions pour France télévisions. **Moins 24,6 Millions pour Radio France**

Moins 5 Millions pour Arte. Moins 1.9 Millions pour FMM (France Média Monde),

Moins 5 Millions pour l'INA.

Ces économies viendraient s'ajouter à celles déjà prévues dans les Contrats d'Objectifs et de Moyens (COM) signés en 2016 entre l'Etat et Radio France entre autre.

Voilà des années que celles-ci sont soumises à des plans d'économie successifs, avec pour conséquence :

- Suppressions de postes,
- Non remplacements des départs en retraite,
- Baisse drastique de la production radiophonique, du volume des programmes et de leurs contenus.
- Fermeture des antennes locales de FIP en région et une longue sape du travail de proximité des France Bleu et de leurs moyens.

Tout cela remet en cause nos missions et entrave nos capacités de développement.

Cette décision menace plus de 1000 postes sur tout l'Audiovisuel Public, qui viendrait s'ajouter aux plans d'économies déjà engagés par ces entreprises. Et cela rien que sur 2018 ! Cette décision ne fait que fragiliser un secteur déjà malmené.

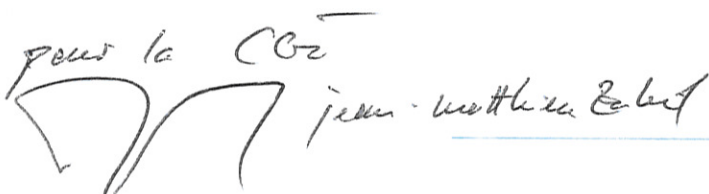
Quelles sont les orientations du gouvernement Macron en matière d'Audiovisuel Public ?

Quel avenir pour Radio France ? Pour FIP en régions et pour les Radios Locales ?

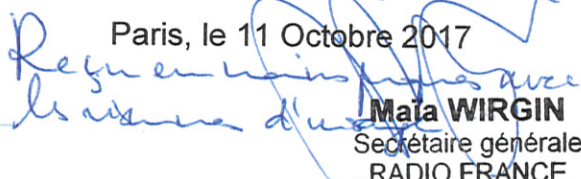
Nous dénonçons cette nouvelle décision qui aura pour conséquence une véritable casse des entreprises de l'audiovisuel Public.

Nous exigeons des moyens à la hauteur des missions de Service Public de Radio France.

La CGT Radio France appelle les salarié-es de Radio France à cesser le travail le 17 octobre 2017 afin de se rendre aux manifestations.

pour la CGT


Paris, le 11 Octobre 2017


Mala WIRGIN
Secrétaire générale
RADIO FRANCE